

# **Pacte, réforme : dans les LP on dit non !**

---

**Dans les lycées professionnels, la rentrée se fait sous le signe du Pacte et de la réforme qui commence à se déployer. Une arnaque et un mensonge : voilà ce que nous promet le ministère, voilà ce que nous combattons et que nous appelons à refuser collectivement.**

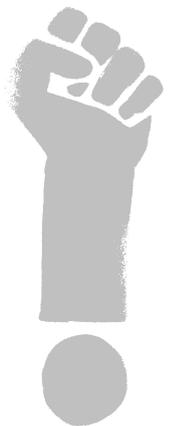
## **Le pacte : une arnaque**

**Disons-le tout net : le Pacte en LP est une arnaque monumentale. En cette rentrée il est proposé en catimini, entre deux couloirs, aux enseignant·es « volontaires » : une division des personnels inacceptable. Le « travailler plus pour gagner plus » auquel il oblige les personnels qui le signeraient ne leur permettrait même pas d'avoir un salaire qui rattrape l'inflation et le cumul de gel des rémunérations sur les années précédentes. Pour rappel, la perte de pouvoir d'achat avoisine les 25% sur les vingt dernières années. En moyenne, la « revalorisation » Macron est de 5,5% pour les personnels. Alors « Socle » ou « Pacte », le compte n'y est pas.**

**Mais c'est pire que ça, le Pacte est le bras armé de la réforme du LP voulue par Macron et mise en œuvre avec zèle par Attal et Grandjean. 11 des 15 briques du Pacte LP sont dévolues à la réforme : c'est-à-dire à faire entrer encore plus d'entreprises dans le service public d'enseignement professionnel... pour mieux le saccager.**

**SUD éducation 93 appelle clairement les personnels à  
refuser collectivement de signer le Pacte.**

9/11 rue Génin, 93200 Saint-Denis  
01.55.84.41.26 - 06.88.66.47.23  
[contact@sudeducation93.org](mailto:contact@sudeducation93.org)  
[www.sudeducation93.org](http://www.sudeducation93.org)



**NON  
Au  
Pacte !**

**Contre  
La  
Territorialisation**

## **La réforme : un mensonge**

«12 mesures pour un lycée professionnel d'avenir ». L'avenir de qui? Certainement pas du service public d'éducation. Toute la réforme est orchestrée pour satisfaire le bon vouloir des entreprises, en aucun cas avec une volonté d'égalité et d'émancipation pour nos élèves, majoritairement issus·es des classes populaires, rappelons-le. Les personnels en feront aussi les frais.

Ainsi, tout sera adapté au « bassin d'emploi » et aux « besoins des entreprises », certainement pas aux envies et aux souhaits des élèves : la réforme, c'est « patronat first ». Dans cet esprit, la fermeture de filières entières jugées « non rentables », dans le tertiaire notamment, est déjà annoncée : que vont devenir les enseignant·es des spécialités concernées ? La porte ou les mobilités forcées, voilà ce qui se prépare. Les 12 mesures vont entrer en œuvre entre cette rentrée scolaire et la suivante. Parmi ce qu'il faut combattre : le doublement des périodes de stages pour les élèves de Terminale « qui le voudraient ». Instaurer dans les LP encore plus d'inégalité avec moins de cours pour les élèves, il fallait oser !

**Oser aussi quand le rectorat de Créteil annonce augmenter les effectifs de 24 à 30 ou plus de 30 selon les filières, allant à l'encontre de l'ouverture de classe à 24 qui dans le 93 a fait l'objet d'un consensus de tous les gouvernements jusqu'ici.**

## **En finir avec l'Éducation nationale : la Région veut territorialiser.**

**La présidente de la région IDF propose la mise sous tutelle régionale des LP, un « choc de décentralisation », «une véritable gouvernance partagée du système éducatif qui comprendrait la gestion totale des lycées professionnels ». Ils deviendraient des « établissements publics locaux d'enseignement régional ». Ce qui voudrait dire que les enseignants deviendraient « personnels régionaux », que la carte des formations dépendrait de la région et que les élèves seraient donc définitivement soumis au bassin d'emploi régional dans lequel ils grandissent.**

**Pour SUD éducation 93, ce qu'il faut construire c'est un lycée professionnel public, égalitaire et émancipateur.**